

*Initiatives ministérielles*

tite entre les municipalités, les provinces et le gouvernement fédéral.

Si on se penche sur certains des moyens qu'ils ont utilisés pour stimuler l'économie au début des années 1980, on constate qu'on a construit des parcs industriels auxquels on a consacré beaucoup d'argent car ils étaient censés stimuler les industries et favoriser la diversification de l'économie dans tout le pays.

Nous pouvons voir maintenant les raisons d'être du déficit actuel. Ces parcs qui ont été créés avec l'argent destiné aux infrastructures demeurent inoccupés. La seule croissance qu'ils aient connue ces dix dernières années, c'est celle des arbres, des arbustes et de l'herbe.

C'est l'une des raisons pour lesquelles tous les Canadiens paient maintenant pour le déficit et la gabegie du gouvernement précédent et je peux vous dire que les Canadiens ne veulent plus rien entendre de ce type de dépenses.

En fait, je souhaiterais que le Parti libéral soit franc envers les Canadiens. Les libéraux devraient vraiment essayer de nous dire où ils vont prendre les centaines de millions de dollars qu'on doit affecter aux infrastructures. Je crois que si les municipalités et les provinces veulent établir leurs priorités et que celles-ci concernent les infrastructures, elles devront alors mettre de côté certaines autres questions qui les préoccupent.

• (1230)

Je veux simplement signaler aujourd'hui certaines des mesures législatives que nous avons été en mesure de présenter avec le concours du ministre précédent des Finances et du ministre actuel et avec la collaboration de nos collègues. Lorsque nous avons commencé en 1984, même si la majeure partie des initiatives tendant à réduire le déficit visaient à s'attaquer aux dépenses, plus des deux tiers de l'amélioration du budget de fonctionnement entre 1984 et 1991 sont attribuables aux restrictions dans les dépenses de programmes.

Nous avons augmenté toutes les assiettes fiscales afin d'équilibrer le budget. Dans l'ensemble, les impôts fédéraux représentaient 16 p. 100 du produit intérieur brut en 1984 et 17,6 p. 100 en 1993.

Je voudrais pendant quelques instants mentionner quelques augmentations d'impôt précises dans certains domaines. Du côté de l'impôt des particuliers, on se

dirige vers une indexation partielle, l'application d'une surtaxe générale, l'imposition d'une surtaxe supplémentaire aux gens à revenu élevé, l'élimination de certaines déductions d'impôt au niveau fédéral et ainsi, les recettes qui représentaient 6,6 p. 100 du produit intérieur brut en 1984 en représenteront 8,2 p. 100 en 1993.

Du côté de l'impôt des sociétés, on tire de l'élargissement en cours de l'assiette fiscale par suite de la réforme, des recettes supérieures au coût de la réduction des taux; on perçoit un milliard de dollars de plus par année grâce à l'impôt sur les grandes sociétés versé par les grandes entreprises quels que soient leurs profits. Les recettes qu'on en tire, qui représentaient 2 p. 100 du produit intérieur brut en 1984, n'en représentent plus que 1,3 p. 100 en 1993 à cause d'une baisse des profits des sociétés.

En ce qui concerne l'augmentation de la taxe d'accise et de la taxe sur les ventes des fabricants avant l'arrivée de la TPS, cette taxe sans incidence sur les recettes, il faut noter que les recettes nettes perçues grâce à la TPS doivent, aux termes de la loi, servir directement à réduire la dette publique.

Permettez-moi pendant un instant de vous dire à quel point cela est important. On a tendance, au gouvernement, à dire que les particuliers aiment échapper au fisc s'ils en ont la possibilité. Espérons que dans les mois qui viendront, on pourra poursuivre le même type de gestion. Ce qui nous ennuie le plus, c'est qu'un autre parti vienne au pouvoir et agisse à la façon de marins en permission. Qu'au lieu de se servir des recettes engendrées par la TPS—qui rapporte en gros 15 milliards de dollars—pour rembourser la dette, il ne les gaspille à des choses qui pour l'instant ne présentent aucun intérêt pour les contribuables, lesquels préféreraient que l'on consacre cet argent à d'autres fins.

Venons-en maintenant au remplacement de la taxe sur les ventes des fabricants par la TPS. Le Parti libéral nous dit qu'il va éliminer la TPS. Parfait. Que va-t-il faire? Revenir à la taxe sur les ventes des fabricants?

Je puis vous dire car je travaillais dans le secteur des produits industriels—dont l'avenir dépend des exportations et des importations—que depuis l'introduction de la TPS et des avantages que cela a procuré à nos fabricants, nos concurrents étrangers ont été amenés à investir dans la fabrication de produits au Canada. Cela s'est traduit dans le secteur manufacturier par une augmentation de